

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 120

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre - 1° dicembre 2004)

Decisione n. 28

sull'attuazione della Decisione n. 27: adozione di un corpo di norme provvisorie per i membri affiliati e i membri associati affiliati dell'Assemblea

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant la réponse du Conseil du 1er octobre 2003 à la Question écrite n° 383 qui confirme la validité de la Déclaration adoptée par les pays membres de l'UEO lors du Sommet européen de Maastricht le 10 décembre 1991 sur les modalités de l'élargissement de l'UEO;

(ii) Considérant que les modalités de l'élargissement de l'UEO établies par la Déclaration du 10 décembre 1991 annexée au Traité de Maastricht concernent tous les organes de l'UEO, l'Assemblée incluse;

(iii) Considérant que le refus du Conseil de prendre des initiatives en vue d'agir conformément à la Déclaration susmentionnée et d'inviter les pays membres associés et associés partenaires de l'UEO devenus récemment membres de l'Union européenne et/ou de l'OTAN à changer leurs statuts respectifs à l'UEO ne doit pas conduire à des désavantages inacceptables pour leurs délégations parlementaires à l'Assemblée par rapport à celles des pays qui ont profité de l'application de ladite Déclaration;

(iv) Rappelant que la Charte donne à l'Assemblée le pouvoir de délibérer sur

toute question relevant du Traité de Bruxelles modifié en tenant compte des activités des autres organisations européennes et qu'aucune autre instance interparlementaire appropriée n'a été chargée d'assurer la dimension démocratique de l'activité intergouvernementale dans ce domaine;

(v) Considérant que l'Union européenne assume une partie importante des fonctions relevant du Traité de Bruxelles modifié dont l'exercice lui a été transmis par l'UEO depuis l'entrée en vigueur du Traité de Nice, sans que le Conseil ait renoncé à ses compétences en vertu de ce Traité, et soulignant qu'aucun autre traité européen n'intègre encore toutes les dispositions de sécurité et de défense du Traité de Bruxelles modifié;

(vi) Se référant au préambule du Traité de Bruxelles modifié qui souligne la résolution des Hautes parties contractantes « à prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir l'unité et d'encourager l'intégration progressive de l'Europe » et « à associer progressivement à leurs efforts d'autres Etats s'inspirant des mêmes principes et animés des mêmes résolutions »;

(vii) Consciente des responsabilités qui lui incombent en tant que forum interparlementaire européen de réflexion stratégique reconnu par le Conseil et auquel participent des délégations parlementaires des 28 pays;

(viii) Considérant sa Décision n° 27 sur la politique européenne de sécurité et de défense après l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN;

(ix) Sachant qu'il n'y a pas de consensus entre les puissances du Traité de Bruxelles modifié pour dénoncer le Traité ou même discuter de cette éventualité avant l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel de l'UE;

(x) Considérant l'introduction des coopérations renforcées et structurées en matière de sécurité et de défense dans le

futur Traité constitutionnel et soulignant que le Traité de Bruxelles modifié est à tous égards complémentaire de ce Traité,

DÉCIDE

De suspendre provisoirement l'application des articles 13, 14, 16 et 40 de son Règlement et, en remplacement de ceux-ci, d'appliquer jusqu'à nouvel ordre le corpus d'articles suivants qui seront publiés séparément et précédés d'un Préambule ainsi libellé:

« L'Assemblée accueille des délégations de représentants et suppléants des parlements des Etats membres de l'Union européenne et des Etats européens membres de l'OTAN qui ne sont pas membres de l'UEO et leur accorde le droit de vote dans des conditions à établir conformément aux objectifs généraux fixés par le Préambule du Traité de Bruxelles modifié ».

Membres assimilés

A.1. Les Etats membres de l'Union européenne et de l'OTAN qui remplissent les critères pour être invités à adhérer à l'UEO en application des décisions prises par les Hautes parties contractantes au Traité de Bruxelles modifié qui figurent dans la Déclaration du 10 décembre 1991 annexée au Traité de Maastricht sont représentés aux sessions de l'Assemblée par une délégation de membres de leur parlement national dont le nombre est égal à celui que prévoit l'article 26 du statut du Conseil de l'Europe, soit:

Estonie	3
Hongrie	7
Lettonie	3
Lituanie	4
Pologne	12
Slovaquie	5
Slovénie	3
République tchèque	7

Ces représentants sont appelés « membres assimilés de l'Assemblée de l'UEO ».

A.2. (i) Le Règlement de l'Assemblée s'applique aux délégations des membres assimilés de l'Assemblée de l'UEO à l'exception des articles et paragraphes suivants:

(a) L'article 9 concernant l'élection du Bureau.

(b) L'article 21 concernant les langues de l'Assemblée.

(c) L'article 37 concernant le quorum.

(d) L'article 48 concernant le Secrétariat de l'Assemblée.

(e) Les articles 49 et 50 concernant les questions budgétaires.

(ii) L'Assemblée peut suspendre immédiatement l'application de certaines ou de toutes les dispositions du statut de membre assimilé aux représentants d'Etats dont les agissements cesseraient d'être conformes aux objectifs généraux fixés par le Préambule du Traité de Bruxelles modifié par un vote de la majorité absolue des représentants des puissances du Traité de Bruxelles modifié.

Membres associés

A.3. (i) Les pays membres associés de l'UEO sont représentés aux sessions de l'Assemblée par une délégation de membres de leur parlement national dont le nombre est égal à celui que prévoit l'article 26 du statut du Conseil de l'Europe, soit:

Islande	3
Norvège	5
Turquie	12

(ii) Les paragraphes (i) (a) à (e) et (ii) de l'article A.2. s'appliquent de manière analogue aux délégations des membres associés.

Membres associés assimilés

A.4. (i) Les autres Etats membres de l'OTAN qui remplissent les conditions

pour être invités à devenir membres associés de l'UEO en application des décisions prises par les Hautes parties contractantes au Traité de Bruxelles modifié qui figurent dans la Déclaration du 10 décembre 1991 sont représentés aux sessions de l'Assemblée par une délégation de leur parlement national dont le nombre est fixé selon les modalités de l'article A.3. (i), soit:

Bulgarie	6
Roumanie	12

Ces représentants sont appelés « membres associés assimilés de l'Assemblée de l'UEO ».

(ii) Les paragraphes (i) (a) à (e) et (ii) de l'article A.2. s'appliquent de manière analogue aux délégations des membres associés assimilés.

Vérification des pouvoirs

A.5. L'Assemblée vérifie les pouvoirs des membres assimilés, des membres associés, des membres associés assimilés et des observateurs (et ceux de leurs suppléants) en se fondant sur les documents officiels fournis par les parlements ou les gouvernements des Etats concernés; si des pouvoirs sont contestés, les dispositions de l'article 5 (3) et (4) du Règlement de l'Assemblée sont d'application.

Comité des présidents élargi

A.6. (i) Le Comité des présidents élargi comprend le Président de l'Assemblée, Président en droit du Comité, ses prédécesseurs qui sont membres de l'Assemblée, les Vice-Présidents, les présidents des commissions et un membre désigné par chaque groupe politique, par chaque délégation de membres assimilés, par chaque délégation d'Etat membre associé, par chaque délégation de membres associés assimilés et par chaque délégation d'Etat observateur permanent. En cas d'absence

ou d'empêchement, le Président est remplacé par un des Vice-Présidents de l'Assemblée et les présidents des commissions par un des vice-présidents de ces commissions.

(ii) Dans l'intervalle des sessions ou parties de sessions, le Comité des présidents élargi est autorisé, sous réserve de ratification ultérieure par l'Assemblée, à prendre toute mesure qu'il estime nécessaire pour assurer la continuité de l'action de l'Assemblée.

Commission permanente élargie

A.7. (i) La Commission permanente élargie comprend le Comité des présidents élargi, ainsi que des membres et des membres assimilés de l'Assemblée.

(ii) Les sièges des membres de l'Assemblée à la Commission permanente élargie sont répartis ainsi: 3 pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni; 2 pour la Belgique, la Grèce, les Pays-Bas et le Portugal; 1 pour le Luxembourg. La nomination de ces membres intervient conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphes 3, 4 et 5, et de l'article 40, paragraphe 7.

(iii) Les sièges des membres assimilés de l'Assemblée à la Commission permanente élargie sont répartis ainsi : 3 pour la Pologne; 2 pour la Hongrie et pour la République tchèque; 1 pour l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Slovénie.

(iv) Les délégations des membres associés et des membres associés assimilés siègent sans droit de vote à la Commission permanente élargie prévue par l'article 14 conformément aux prérogatives induites de leur statut. Le nombre de sièges accordés aux membres associés et aux membres associés assimilés est le suivant:

Bulgarie	2
Islande	1

Norvège	2
Roumanie	3
Turquie	3

(v) La Commission permanente élargie est constituée pour chaque session de l'Assemblée.

(vi) Le Président de l'Assemblée la convoque à la demande du Comité des présidents élargi qui fixe la date et la durée de ses réunions.

(vii) La Commission permanente élargie examine les rapports des commissions qui ont été inscrits à son ordre du jour par le Comité des présidents élargi.

(viii) La Commission permanente élargie peut être saisie par le Président de l'Assemblée, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Conseil ou d'un quart au moins des représentants et suppléants, d'une question urgente. Dans ce cas, le Président de l'Assemblée veille à ce qu'un projet de dispositif lui soit soumis et qu'elle reçoive des informations de nature à lui permettre d'en délibérer en connaissance de cause.

(ix) La Commission permanente élargie agit au nom de l'Assemblée.

(x) Sauf disposition contraire stipulée dans le présent article, la Commission permanente élargie est régie par la même procédure que l'Assemblée en séance plénière.

(xi) Les dispositions de l'article 24 concernant le compte rendu des débats et de l'article 25 concernant l'horaire et l'ordre du jour ne sont pas applicables à la Commission permanente élargie.

(xii) Le Président de la Commission permanente élargie prend part aux débats et aux votes sans voix prépondérante.

(xiii) Les dispositions de l'article 21.1 (b) relatives aux discours en commission sont applicables à la Commission permanente élargie.

Constitution des commissions

A.8. (i) Au début de chaque session ordinaire, l'Assemblée constitue les commissions ci-après:

(a) Commission de défense;

(b) Commission politique;

(c) Commission technique et aérospatiale;

(d) Commission des affaires budgétaires et de l'administration;

(e) Commission du Règlement et des immunités;

(f) Commission pour les relations parlementaires et publiques.

(ii) Le Président de l'Assemblée siège de droit dans toutes les commissions; il peut prendre part à toutes leurs activités, mais il ne peut ni participer aux votes, ni être élu au bureau des commissions.

(iii) La première et la seconde des commissions seront composées de 64 membres répartis comme suit: Allemagne (5); Belgique (3); Bulgarie (2); Espagne (4); Estonie (1); France (5); Grèce (3); Hongrie (3); Islande (1); Italie (5); Lettonie (1); Lituanie (1); Luxembourg (1); Norvège (2); Pays-Bas (3); Pologne (4); Portugal (3); Roumanie (3); Royaume-Uni (5); Slovaquie (1); Slovénie (1); République tchèque (3); Turquie (4), ainsi que du Président de l'Assemblée. La troisième, la quatrième, la cinquième et la sixième des commissions seront composées de 50 membres répartis comme suit: Allemagne (4); Belgique (1); Bulgarie (2); Espagne (3); Estonie (1); France (4); Grèce (2); Hongrie (3); Islande (1); Italie (4); Lettonie (1); Lituanie (1); Luxembourg (1); Norvège (2); Pays-Bas (2); Pologne (3); Portugal (2); Roumanie (2); Royaume-Uni (4); Slovaquie (1); Slovénie (1); République tchèque (2); Turquie (3), ainsi que du Président de l'Assemblée. Le Comité des présidents élargi peut, dans l'intervalle des sessions ou parties de session, désigner à titre provisoire des représentants ou des suppléants pour

occuper dans les commissions les sièges devenus vacants. Ces désignations doivent être ratifiées à la première session de l'Assemblée. Les secrétaires des délégations nationales et les secrétaires des groupes politiques participent aux réunions de la Commission pour les relations parlementaires et publiques sans droit de vote. En outre, l'Assemblée peut, pour des objets déterminés, constituer des commissions spéciales au cours d'une session et peut les renouveler au début des sessions suivantes. Dans ce cas, l'Assemblée fixe, pour chaque commission, le nombre des sièges et leur répartition entre les Etats membres.

(v) Lors de la constitution des commissions nommées en application du paragraphe précédent, l'Assemblée tient compte des activités des autres organisations européennes.

(vi) Avec l'approbation du Conseil, l'Assemblée peut constituer une commission d'investigation, en vertu des dispositions de l'article VII (h) de la Charte, par une décision établissant sa composition, ses attributions et la durée de son mandat.

(vii) Les candidatures aux sièges des commissions sont adressées au Bureau qui soumet à l'Assemblée ou, dans les cas prévus au paragraphe (iii) du présent article, au Comité des présidents élargi, des propositions pour la composition desdites commissions en tenant compte de la représentation des tendances politiques. Le Président de l'Assemblée peut inviter les présidents des groupes politiques à assister à certaines réunions du Bureau. En cas de contestation portant sur un ou plusieurs sièges d'une commission, l'Assemblée ou le Comité des présidents élargi décide par scrutin secret.

(viii) Le bureau de chaque commission comprend un président et deux vice-présidents. Ne peuvent être membres du bureau des commissions ni les représentants qui font partie d'un gouvernement national ni les membres assimilés.

N. B. Traduzione non ufficiale

Decisione n. 28

sull'attuazione della Decisione n. 27: adozione di un corpo di norme provvisorie per i membri affiliati e i membri associati affiliati dell'Assemblea

L'ASSEMBLEA,

(i) considerando la risposta del Consiglio del 1° ottobre 2003 all'interrogazione scritta n. 383 che conferma la validità della Dichiarazione adottata dai paesi membri dell'UEO nell'ambito del Vertice europeo di Maastricht il 10 dicembre 1991 sulle modalità per l'allargamento dell'UEO;

(ii) considerando che le modalità per l'allargamento dell'UEO stabilite dalla Dichiarazione del 10 dicembre 1991 allegate al Trattato di Maastricht riguardano tutti gli organi dell'UEO, inclusa l'Assemblea;

(iii) considerando che il rifiuto del Consiglio, di adottare iniziative per agire in conformità con la Dichiarazione sopra nominata e per invitare i paesi membri associati e partner associati che recentemente sono entrati a far parte dell'Unione europea e/o della NATO a cambiare il loro status nell'UEO, non deve mettere le loro delegazioni parlamentari nell'Assemblea in una posizione inaccettabile di svantaggio rispetto alle delegazioni dei paesi che hanno beneficiato dell'applicazione di tale Dichiarazione;

(iv) ricordando che la Carta conferisce all'Assemblea l'autorità di deliberare su tutte le questioni rilevanti del Trattato di Bruxelles modificato, tenute nel debito conto le attività delle altre organizzazioni europee, e che a nessun'altra istanza

interparlamentare appropriata è stata incaricata a garantire la dimensione democratica dell'attività intergovernativa in questo settore;

(v) considerando che l'Unione europea ha assunto una parte importante delle funzioni rientranti nell'ambito di competenza del Trattato di Bruxelles modificato e che dall'entrata in vigore del Trattato di Nizza l'UEO ha trasferito l'esercizio di tali funzioni all'UE senza che il Consiglio UEO abbia rinunciato alle competenze conferitegli dal Trattato, e sottolineando che nessun altro Trattato europeo ha finora incorporato tutte le disposizioni in materia di sicurezza e di difesa previste dal Trattato di Bruxelles modificato;

(vi) facendo riferimento al preambolo del Trattato di Bruxelles modificato che sottolinea la decisione delle Alte parti contraenti « di promuovere l'unità e incoraggiare la progressiva integrazione dell'Europa » e « di associare progressivamente a tale impegno altri Stati ispirati dagli stessi ideali e animati dalla stessa determinazione »;

(vii) consapevole delle responsabilità ad essa spettanti in quanto forum parlamentare europeo di riflessione strategica riconosciuto dal Consiglio e al quale partecipano delegazioni parlamentari di 28 paesi;

(viii) considerando la propria Decisione n. 27 sulla politica europea di sicurezza e

di difesa dopo l'allargamento dell'Unione europea e della NATO;

(ix) sapendo che non esiste alcun consenso tra le potenze del Trattato modificato di Bruxelles sull'ipotesi di denunciare il Trattato o anche solo discutere di una simile eventualità prima dell'entrata in vigore del Trattato costituzionale dell'UE;

(x) Considerando l'introduzione delle cooperazioni rafforzate e strutturate in materia di sicurezza e di difesa nel futuro Trattato costituzionale e sottolineando che il Trattato di Bruxelles modificato è a tutti gli effetti complementare rispetto a tale Trattato,

DECIDE

Di sospendere provvisoriamente l'applicazione degli articoli 13, 14, 16 e 40 del proprio Regolamento e, in sostituzione, di applicare fino a nuovo ordine gli articoli seguenti che vengono pubblicati separatamente e che sono preceduti da un Preambolo recante il seguente testo:

« L'Assemblea accoglie delegazioni di rappresentanti e supplenti dei parlamenti degli Stati membri dell'Unione europea e degli Stati europei membri della NATO che non sono membri dell'UEO e accorda loro il diritto di voto secondo condizioni da stabilirsi conformemente agli obiettivi generali definiti nel Preambolo del Trattato di Bruxelles modificato. »

Membr i affiliati

A.1. Gli Stati membri dell'Unione europea e della NATO che soddisfano i criteri per essere invitati ad aderire all'UEO attuazione delle decisioni adottate dalle Alte parti contraenti del Trattato di Bruxelles modificato che figurano nella Dichiarazione del 10 dicembre 1991 allegata dal Trattato di Maastricht sono rappresentate nelle sessioni dell'Assemblea da una delegazione di membri del loro parlamento nazionale il cui numero è pari a

quello previsto dall'articolo 26 dello Statuto del Consiglio d'Europa, ossia:

Estonia	3
Lettonia	3
Lituania	4
Polonia	12
Repubblica ceca	7
Repubblica slovacca	5
Slovenia	3
Ungheria	7

Questi rappresentanti sono chiamati « membri affiliati dell'Assemblea UEO ».

A.2. (i) Il Regolamento dell'Assemblea si applica alle delegazioni dei membri affiliati dell'Assemblea dell'UEO, fatti salvi gli articoli e i paragrafi seguenti:

(a) l'articolo 9 sull'elezione dell'Ufficio di Presidenza.

(b) l'articolo 21 sulle lingue dell'Assemblea.

(c) l'articolo 37 sul quorum

(d) l'articolo 48 sul Segretariato dell'Assemblea.

(e) gli articoli 49 e 50 sulle questioni di bilancio.

(ii) L'Assemblea può sospendere immediatamente l'applicazione di alcune o tutte le disposizioni dello status di membro affiliato dell'Assemblea, per i rappresentanti degli Stati i cui comportamenti cesseranno di essere conformi agli obiettivi generali sanciti dal Preambolo del Trattato di Bruxelles modificato, con il voto della maggioranza assoluta dei rappresentanti delle forze del Trattato di Bruxelles modificato.

Membr i associati

A.3 (i) I paesi membri associati dell'UEO sono rappresentati alle Sessioni dell'Assemblea da una delegazione di membri del loro parlamento nazionale il cui numero è uguale a quello previsto dall'arti-

colo 26 dello Statuto del Consiglio d'Europa, ossia:

Islanda	3
Norvegia	5
Turchia	12

(ii) I paragrafi (i), lettere da (a) a (e) e (ii) dell'Articolo A.2 si applicano anche alle delegazioni dei paesi membri associati.

Membri associati affiliati

A. 4 (i) Gli altri Stati membri della NATO che soddisfano le condizioni per essere invitati a diventare membri associati dell'UEO in attuazione delle decisioni adottate dalle Alte parti contraenti del Trattato di Bruxelles modificato che figurano nella Dichiarazione del 10 dicembre 1991 allegata dal Trattato di Maastricht sono rappresentate nelle sessioni dell'Assemblea da una delegazione di membri del loro parlamento nazionale il cui numero viene stabilito secondo le modalità di cui all'Articolo A.3. (i), ossia:

Bulgaria	6
Romania	12

Questi rappresentanti sono chiamati « membri associati affiliati dell'Assemblea dell'UEO ».

(ii) I paragrafi (i), lettere da (a) a (e) e (ii) dell'Articolo A.2 si applicano anche alle delegazioni dei paesi membri associati affiliati.

Verifica dei poteri

L'Assemblea verifica i poteri dei membri affiliati, dei membri associati, dei membri associati affiliati e degli osservatori (e quelli dei loro supplenti) fondandosi sui documenti ufficiali forniti dai parlamenti o dai governi degli Stati in questione; se i poteri vengono contestati si applicano le disposizioni degli articoli 5, terzo e quarto paragrafo del Regolamento dell'Assemblea.

Comitato dei presidenti allargato

A.5. (i) Il Comitato dei presidenti allargato è composto dal presidente dell'Assemblea che lo presiede di diritto, dai suoi predecessori, se sono ancora membri dell'Assemblea, dai Vicepresidenti, dai presidenti delle Commissioni e da un membro designato da ogni gruppo politico, dalla delegazione di ogni Stato affiliato, dalla delegazione di ogni Stato membro associato, dalla delegazione di ogni membro associato affiliato e dalla delegazione di ogni Stato osservatore permanente. In caso di assenza o impedimento il Presidente è sostituito da uno dei Vicepresidenti dell'Assemblea, mentre i presidenti di commissione sono sostituiti da uno dei vicepresidenti delle commissioni stesse.

(ii) Nell'intervallo tra una sessione o parte di sessione e un'altra il Comitato dei Presidenti è autorizzato, con riserva di ratifica successiva da parte dell'Assemblea, a prendere tutte le misure necessarie per garantire la continuità dell'Assemblea.

Commissione permanente allargata

A.7 (i) La Commissione permanente allargata è composta dal Comitato dei presidenti allargato nonché dai membri e dai membri affiliati dell'Assemblea.

(ii) I seggi dei membri dell'Assemblea nella Commissione permanente allargata sono così ripartiti: Francia, Germania, Italia, Spagna, Regno Unito 3; Belgio, Grecia, Paesi Bassi, Portogallo 2; Lussemburgo 1. La nomina di questi membri avviene in conformità con le disposizioni dell'articolo 6, paragrafi 3, 4 e 5 e dell'articolo 40, paragrafo 7.

(iii) Le delegazioni dei membri associati e dei membri associati affiliati siedono senza diritto di voto nella Commissione permanente allargata prevista dall'articolo 14 conformemente alle prerogative del loro status. Il numero dei seggi attribuiti ai

membri associati e ai membri associati affiliati è il seguente:

Bulgaria	2
Islanda	1
Norvegia	2
Romania	3
Turchia	3

(iv) La Commissione permanente allargata si costituisce per ciascuna sessione dell'Assemblea.

(v) Il Presidente dell'Assemblea la convoca su richiesta del Comitato dei Presidenti allargato che fissa la data e la durata delle sue riunioni.

(vi) La Commissione permanente allargata esamina le relazioni delle commissioni che sono state iscritte al suo ordine del giorno dal Comitato dei Presidenti allargato.

(vii) La Commissione permanente allargata può essere investita di una questione urgente, dal Presidente dell'Assemblea, per sua iniziativa, a richiesta del Consiglio o di almeno un quarto dei rappresentanti e supplenti. In questo caso, il Presidente dell'Assemblea assicura che gli sia sottoposto un progetto di dispositivo e che essa riceva informazioni che permettano di deliberare con cognizione di causa.

(viii) La Commissione permanente allargata agisce a nome dell'Assemblea.

(ix) Salvo disposizione contraria prevista nel presente articolo, la Commissione permanente allargata è regolata dalla stessa procedura seguita dall'Assemblea in seduta plenaria.

(x) Le disposizioni dell'articolo 24 relative al resoconto dei dibattiti e dell'articolo 25 concernente l'orario e l'ordine del giorno non sono applicabili alla Commissione permanente allargata.

(xi) Il Presidente della Commissione permanente allargata prende parte ai dibattiti e vota senza voto preponderante.

(xii) Le disposizioni dell'articolo 21.1 (b) relative ai discorsi in commissione si applicano alla Commissione permanente allargata.

Costituzione delle commissioni

(i) All'inizio di ogni sessione ordinaria, l'Assemblea costituisce le sottoindicate Commissioni permanenti:

a) Commissione difesa;

b) Commissione politica;

c) Commissione tecnica e aerospaziale;

d) Commissione bilancio e amministrazione;

e) Commissione Regolamento e immunità;

f) Commissione relazioni parlamentari e pubbliche

(ii) Il Presidente dell'Assemblea siede di diritto in tutte le Commissioni; può partecipare a tutte le loro attività ma non può prendere parte alle votazioni, né essere eletto all'Ufficio di Presidenza delle Commissioni.

(iii) La prima e la seconda Commissione permanente sono composte da 64 membri così divisi: Belgio (3); Bulgaria (2); Estonia (1); Francia (5); Germania (5); Grecia (3); Lettonia (1); Lituania (1); Islanda (1); Italia (5); Lussemburgo (1); Norvegia (2); Paesi Bassi (3); Polonia (4); Portogallo (3); Regno Unito (5); Repubblica Ceca (3); Romania (3); Slovacchia (1); Slovenia (1); Spagna (4); Turchia (4); Ungheria (3) e dal Presidente dell'Assemblea. La terza, la quarta, la quinta e la sesta Commissione permanente sono composte da 50 membri così divisi: Belgio (1); Bulgaria (2); Estonia (1); Francia (4); Germania (4); Grecia (2); Islanda (1); Italia (4); Lettonia (1); Lituania (1); Lussem-

burgo (1); Norvegia (2); Paesi Bassi (2); Polonia (3); Portogallo (2); Regno Unito (4); Repubblica Ceca (2); Romania (2); Slovacchia (1); Slovenia (1); Spagna (3); Turchia (3); Ungheria (3) e dal Presidente dell'Assemblea. Nell'intervallo tra sessioni o parti di sessione il Comitato dei Presidenti allargato può designare a titolo provvisorio rappresentanti o supplenti per occupare i seggi divenuti vacanti in commissione. Tali nomine devono essere ratificate in occasione della prima sessione dell'Assemblea. I segretari delle delegazioni nazionali partecipano alle riunioni della Commissione relazioni parlamentari e pubbliche senza diritto di voto.

L'Assemblea, inoltre, può costituire, nel corso di una sessione, commissioni speciali che possono essere rinnovate all'inizio della sessione successiva. In tal caso l'Assemblea stabilisce per ogni commissione il numero dei seggi e la loro ripartizione tra gli Stati membri.

(v) Al momento della costituzione delle commissioni indicate nel paragrafo precedente l'Assemblea terrà conto delle attività delle altre organizzazioni europee.

(vi) Con l'approvazione del Consiglio, l'Assemblea può istituire commissioni di

inchiesta in applicazione delle disposizioni dell'articolo VII, lettera h, della Carta, con una decisione che indichi la composizione, le attribuzioni e la durata del mandato della commissione stessa.

(vii) Le candidature per i seggi in Commissione sono rivolte all'Ufficio di Presidenza che presenta all'Assemblea o, nei casi previsti al paragrafo (iii) del presente articolo, al Comitato dei Presidenti allargato, proposte per la composizione delle suddette Commissioni tenendo conto in proporzione della rappresentanza delle diverse tendenze politiche. Il Presidente dell'Assemblea può invitare i Presidenti dei gruppi politici ad assistere a determinate riunioni dell'Ufficio di Presidenza. In caso di contestazioni su uno o più seggi di Commissione, l'Assemblea o il Comitato dei Presidenti allargato delibera a scrutinio segreto.

(viii) L'ufficio di presidenza di ciascuna commissione comprende un presidente e due vicepresidenti. Non possono far parte dell'ufficio di presidenza delle commissioni né i rappresentanti che siano membri di un Governo nazionale né i membri affiliati.